# **Termes de Reference**

# **Activité : A2 – 2.4 Atelier d’évaluation citoyenne des engagements proposés par le gouvernement**

|  |  |
| --- | --- |
| Titre du Projet | Programme d’Appui aux Gouvernements Ouverts Francophones #PAGOF |
| Partenaires | Tunisie, Côte d’Ivoire, Burkina Faso |
| Opérateurs | CFI et Expertise France  |
| Directeurs de Projet | Julie Abrivard - Emilie Bècle  |
| Email | jad@cfi.fr ; Emilie.becle@expertisefrance.fr  |
| Pays/institution | **Côte d’Ivoire /Plateforme OSC** |
| Opérateur sur l’activité | **CFI** |
| Activité | **Activité : A2 – 2.4 Atelier d’évaluation citoyenne des engagements proposés par le gouvernement** |

# Description et contexte du PAGOF

Lors de sa co-présidence du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (PGO - sept. 16-sept. 17), et dans le cadre de son Plan d’Action National 2018-2020, la France s’est engagée à soutenir la transparence de l’action publique au niveau international en affichant un soutien aux pays francophones dans la mise en œuvre de leur plan d’action. Le Gouvernement français a ainsi décidé de mettre en place, via un financement de l’AFD, le **Projet d’Appui aux Gouvernements Ouverts Francophones (PAGOF)**.

Sur cette base l’AFD a décidé de confier à Expertise France (Agence française d’Expertise Technique Internationale) et CFi (Agence Française de développement médias) ce projet d’Assistance Technique, d’une durée de 3 ans, à destination des pays d’Afrique francophone, et ainsi d’accompagner ces derniers dans la mise en œuvre de leur réforme de gouvernement ouvert. Ce volet cible en priorité les 3 pays déjà membres de l’initiative internationale, à savoir la Tunisie, le Burkina Faso et la Côte d’Ivoire.

L’objectif général du #PAGOF est de soutenir et accompagner les administrations et la société civile (dont les médias) des pays bénéficiaires (Tunisie, Burkina Faso et Côte d’Ivoire) dans la réalisation de leurs engagements en lien avec le gouvernement ouvert afin de respecter les principes du PGO que sont la transparence de l’action publique et l’accès aux données, l’intégrité de l’action publique et des agents publics et l’utilisation des nouvelles technologies en faveur de l’ouverture et de la redevabilité. Il vise également à sensibiliser et soutenir les efforts des pays d’Afrique francophone dans leur démarche d’adhésion au PGO. Dans ce cadre, Expertise France se chargera plus particulièrement de l’appui aux autorités, et CFi de l’appui aux organisations de la société civile (dont les médias).

Deux axes d’intervention ont été priorisés pour chaque pays : le premier (Axe A) se concentre sur des activités de sensibilisation aux principes de gouvernement ouvert et principes méthodologiques liés au PGO ; le second (Axe B) s’attache à appuyer la mise en œuvre technique des Engagements pris par chaque pays dans le cadre de leur Plan d’Action National (PAN).

# Description des Objectifs de l’activité

La Côte d’Ivoire a démarré, depuis le début de l’année 2018, l’élaboration de son second Plan d’actions National (PAN) qui couvrira la période 2018-2020. Plusieurs réunions entre le Comité Technique – OGP et la plateforme OGP de la société civile se sont tenues durant cette période et ont notamment permis l’organisation d’un atelier technique de planification du processus de consultation et d’élaboration du plan 2018 -2020.

Suite à une formation sur les consultations publiques, les personnes formées ont ensuite été déployées en région pour mener des consultations publiques régionales à Odienné (Nord du pays), Gagnoa (Centre ouest du pays) et Bongouanou (Est du pays). Ces consultations se sont clôturées le 5 et 6 juillet par un atelier de consultation à Abidjan.

Suite à ces consultations publiques, l’organisation Social Justice, avec l’appui de TI, a organisé un premier atelier, réunissant les OSC travaillant sur la thématique de gouvernance et lutte contre la corruption, pour discuter et évaluer les engagements présentés en lien avec cette thématique. Cet atelier a entre autre permis d’affiner et d'améliorer les engagements. Social Justice souhaiterait aujourd’hui organiser un atelier similaire de 2 jours pour approfondir les discussions autour de trois autres thématiques en lien avec les engagements proposés pour le futur PAN.

# Activité à mener

Social Justice organisera un atelier d’une durée de deux jours afin d’approfondir les discussions autour de trois autres thématiques en lien avec les engagements proposés pour le futur PAN. La première réunira des représentants de la société civile et la second journée réunira e plus de la société civile, l’administration et des membres du CT-OGP.

Social Justice assurera les tâches suivantes :

* Préparation de l’atelier : communication sur l’évènement, invitation des participants, réservation salles et du catering (pause-café et pause déjeuner pour les deux jours d’ateliers) etc. ;
* Préparation des kits pour les participants ;
* Animation et modération des deux jours d’ateliers ;
* Production des livrables décrits dans la section ci-dessous « Livrables Attendus ».

# Livrables Attendus

Au terme de la prestation, l’expert(e) devra fournir :

* Les supports préparés et utilisés lors des deux jours d’ateliers
* Liste des participants
* Note de synthèse des discussions
* Rapport de fin de mission

# Participants

1er jour d’atelier : 30 personnes issues de la société civile ivoirienne.

2ème jour d’atelier : 50 personnes issues de l'Administration, du CT-OGP et de la société civile

# Calendrier prévisionnel

Aout 2018 – Atelier d’une durée de 2 jours ( 8 et 9 Août 2018).

# Lieu d’exécution

Ouagadougou – Burkina Faso

# Langue(s) de travail

Français